

# L'Union européenne

contre les  peuples et  
l'idée d'Europe



Gan, 7 mars 2025

*Thierry Medynski,  
DEA d'études européennes  
“Mutations des sociétés  
et cultures en Europe”*

Les objectifs théoriques de l'Europe

Des objectifs cachés ?

1947 à 2030

Bilan démocratique, économique, géopolitique

Les causes de l'opacité de la construction de l'UE

L'idée d'Europe / L'identité européenne

# Les objectifs théoriques de l'Europe

- Paix : l'Europe a été un immense champ de bataille, tant en durée (guerre de Cent ans, guerre de 30 ans) qu'en nombre de conflits (près de 160 conflits armés depuis 1740 jusqu'aux deux guerres mondiales).
- Espace démocratique
- Croissance économique
- Contrôle des prix et maîtrise de l'inflation
- Leadership en matière d'innovation et de recherche

# Présence d'objectifs cachés ?

Evolution vers une fédéralisation complète ?

L'appel de 50 personnalités pour un referendum sur la possible évolution vers une fédéralisation complète d'une Union élargie à 37 qui se prépare à l'insu des français (article du Figaro du 23/04/24) pose la question de l'opacité des processus d'élargissement, et plus globalement, de l'opacité de la construction de l'Europe et de son but.

# Réforme institutionnelle prévue pour préparer un nouvel élargissement à l'Est

- plus de pouvoir à la Commission européenne ?
- généraliser le vote à la majorité qualifiée pour faire disparaître la règle de l'unanimité
- selon Mario Draghi, ex président de la Banque Centrale Européenne (BCE), l'Europe doit devenir un Etat, avec une disparition des Etats nations.

L'unanimité est requise pour la politique étrangère et de sécurité commune. Cette règle est déjà bafouée en 2025 :

## **Union européenne : les vingt-six réaffirment et renforcent le soutien à l'Ukraine**

Le Soir, 20/03/2025

Réunis en sommet à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement ont de nouveau fait abstraction du veto hongrois pour avancer. Le mot d'ordre : ne pas faire de Viktor Orbán la star de toutes les réunions européennes.

Elargissement à échéance de 2030 :

Ukraine, Moldavie (Géorgie ?)

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord,  
Monténégro, Serbie (Kosovo, Turquie ?)

Sont déjà membres de l'OTAN : Albanie, Macédoine  
du Nord, Monténégro, Turquie

Pourquoi la Géorgie ? Pays concerné par le trajet  
du gazoduc qui achemine le gaz de la mer Caspienne  
(partenariat entre Azerbaïdjan et OTAN depuis 1992).



Pipeline alternatif au pipeline russe, financé par les compagnies américaines, trajet turc achevé en 2005



## Risque d'explosion et d'effondrement de l'Europe :

- coût financier de l'élargissement à l'Est, avec des pays rongés par la corruption, sous influence de nombreux pays (Turquie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Chine, Russie, Etats-Unis, Royaume-Uni...)
- coût indirect lié au dumping social, hausse du prix de l'énergie, départ de Russie des entreprises européennes
- reconstruction de l'Ukraine : 486 milliards de dollars en plus des 134 milliards d'euros déjà versés par l'UE
- 800 milliards d'euros de dépenses militaires à venir...
- risque terroriste ou mafieux (Ukraine, Balkans)

# 1/ Quelques grandes dates

1947 à 1957

1957 à 1984

Le tournant de 1984

1984 à 2025

# Avant 1957

1947 : Traité de Dunkerque entre le Royaume-Uni et la France. Le but est de se protéger contre l'Allemagne.

1948 : Traité de l'Union Occidentale entre France Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas Luxembourg. Le but de l'UO : se protéger contre l'Union soviétique.

Assurer la paix en Europe nécessitait dans l'absolu une réconciliation avec l'Allemagne, la chute de l'URSS et une réconciliation avec la Russie.

# 1948 : Charte de la Havane

Signée par 56 pays dont 15 pays européens : Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Luxembourg (5 des 6 pays de la future CEE), Autriche, Danemark, Grèce, Irlande, Portugal, Royaume-Uni et Irlande du Nord, Norvège, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie.

Elaborée par le Conseil économique et social de l'ONU, elle prévoyait une Organisation internationale du commerce fondée sur la coopération et un contrôle des mouvements de capitaux.

1949 : création de l'OTAN (10 pays européens plus Etats-Unis et Canada)

1949 : création du Conseil de l'Europe. Pour adhérer, un Etat doit être démocratique, respecter la liberté d'expression et la liberté des médias, le droit, les droits de l'homme (avec la convention d'Oviedo en biomédecine), lutter contre la corruption.

Les Etats-Unis sont membre observateur, ils poussent à l'élargissement de l'UE, pour que celle-ci ne soit pas trop intégrée, et avec davantage d'Etats pro-américains.

C'est l'antichambre de l'UE. Délai d'environ 15 ans entre l'admission au Conseil de l'Europe et l'entrée dans l'UE :

	Conseil de l'Europe	UE
Hongrie	1990	2004
Pologne	1991	2004
Lituanie	1993	2004
Estonie	1993	2004
Roumanie	1993	2007
Lettonie	1995	2004
Croatie	1996	2013

# Admission au Conseil de l'Europe des candidats à l'UE

1995 Albanie, Macédoine du Nord, Moldavie, Ukraine

1999 Géorgie

2001 Azerbaïdjan (exclusion en 2024)

2002 Bosnie-Herzégovine

2003 Serbie

2007 Monténégro

Une exception : la Turquie, membre du Conseil de l'Europe depuis 1949, n'est pas dans l'UE. La Turquie a posé sa candidature aux BRICS en 2024.

A la fin de la 1ère guerre de Tchétchénie, la Russie devient membre du Conseil de l'Europe en 1996.

Pour le 50ème anniversaire de l'institution en mai 1999, il était prévu la célébration d'une nouvelle grande Europe avec la réconciliation avec la Russie, une victoire définitive sur la division de l'Europe avec une pacification complète et durable de l'espace européen. La guerre de l'OTAN en Serbie en mars 1999 a stoppé le processus.

2022 : exclusion de la Russie (invasion de l'Ukraine).



1952 : la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Luxembourg) est un premier pas pour réconcilier la France et l'Allemagne et prévenir le risque d'une nouvelle guerre. C'est le premier modèle d'intégration européenne. Son but est de favoriser une coopération pour la gestion des ressources en charbon et acier.

1954 : suite au rejet d'une Communauté européenne de défense (contrôlée par l'OTAN), l'Union Occidentale devient l'UEO (Union de l'Europe Occidentale). Elle restera dépendante de l'OTAN.

# Le Traité de Rome, 1957

Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas créent une CEE (Communauté Economique Européenne) basée sur des dogmes économiques : concurrence libre et non faussée à l'intérieur de l'Europe, libre circulation des capitaux (dérégulation de la circulation des capitaux), un marché commun avec un tarif douanier envers les Etats tiers,

Projet censé relever le niveau de vie, préserver la paix

On a inscrit dans le traité (et les suivants) des positions néo-libérales, sachant qu'auparavant les dérégulations ont provoqué des crises financières ou la spéculation.

On aurait pu choisir la coopération et un contrôle des mouvements de capitaux, selon les propositions de la Charte de la Havane de 1948.

# Association européenne de libre-échange

AELE est créée en 1960 à l'initiative du Royaume-Uni (Norvège, Suède, Danemark, Portugal, Autriche).

Objectif : établir une zone de libre-échange non seulement entre ses membres, mais aussi au sein de l'Europe et dans le monde.

La Charte de la Havane de 1948 proposait au contraire **une** régulation du libre-échange par des mesures de protection.

Les membres de l'AELE vont progressivement entrer dans la CEE et celle-ci va s'engager dans une politique de libre-échange avec le reste du monde. D'un tarif douanier et d'une préférence communautaire, la CEE évoluera vers la zone de libre-échange la plus ouverte du monde (malgré une concurrence déloyale).

L'Europe s'est désarmée sur le plan économique (tout comme elle est désarmée sur le plan de la défense). En 1991, Maurice Allais, prix nobel d'économie, disait : « La politique libre-échangiste de l'administration de Bruxelles est fondamentalement nocive ».

En 1963, le traité de l'Élysée devait réconcilier la France et l'Allemagne. Mais suite au mécontentement des États-Unis, le Bundestag ajoute un protocole :

- étroite association entre l'Europe et les États-Unis
- défense commune dans le cadre de l'OTAN
- perspective de l'adhésion de la Grande-Bretagne
- abaissement des barrières douanières entre la CEE, la Grande-Bretagne et les États-Unis

Cette modification est un revers pour de Gaulle qui voulait une Europe indépendante et s'opposait à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE

# Primauté du droit européen (1964)

Primauté du droit communautaire sur le droit national.  
A présent, la majeure partie des lois votées par l'Assemblée nationale est d'origine Bruxelloise.

# Le compromis de Luxembourg (1966)

Suite à la politique de la chaise vide destinée à paralyser le fonctionnement de la CEE, le compromis de Luxembourg autorise l'unanimité pour des décisions qui touchent aux intérêts vitaux d'un Etat membre.

# 1979 : le Parlement européen

C'est la première élection au suffrage universel direct. Contrairement aux Parlements nationaux de l'époque qui restent sur une opposition gauche / droite, le Parlement européen (PE) se structurera sur un clivage entre une majorité social-libérale (extrême-centre) d'un côté, extrême gauche et extrême droite de l'autre. Aucune alternance politique depuis 1979. Ce clivage apparaîtra plus tard en France lors du débat pour Maastricht et surtout avec la présidence d'E. Macron



# 1979 : le Système Monétaire Européen

A permis de stabiliser les taux de change entre pays européens. Basé sur l'ECU, un panier de monnaie, avec une fluctuation minimale des taux de change.

L'ECU : une unité monétaire stable qui aurait pu évoluer vers une monnaie commune (et non une monnaie unique), dont le fonctionnement se base sur

- la solidarité et la coopération des banques centrales de tous les pays
- le Fonds européen de coopération monétaire

# Le tournant de 1984

Elaboré par la commission institutionnelle du PE, le projet de traité instituant l'Union européenne, projet Spinelli, est adopté par le PE (majorité de 76 %).

Texte court (30 pages), compréhensible par tous.

Incite à la coopération des peuples et des États, avec un objectif de restructuration et de renforcement industriels de l'Union face aux perturbations profondes que la concurrence internationale peut provoquer.

Compétence en matière sociale, l'environnement, la santé, protection des consommateurs, coordination de l'assistance réciproque en cas d'épidémies.

Le traité introduit la subsidiarité (on délègue à l'Europe ce qui ne peut pas être réalisé à l'échelle nationale). Les Etats délèguent une partie de leurs pouvoirs, en revanche, l'Europe doit se doter d'une constitution démocratique (et devrait être exempte de corruption, si on applique les principes du Conseil de l'Europe).

Mais refus des chefs d'Etat et de gouvernement.

# 1986 : Acte Unique

Sous l'impulsion de Jacques Delors qui, en 1984, avait dérégulé le secteur bancaire en abrogeant la loi Pleven (cette loi avait séparé les banques d'affaires et les banques de dépôt), les chefs d'Etat et de gouvernement signent l'Acte Unique et son orientation néo-libérale.

L'Acte Unique a été élaboré avec une participation marginale du Parlement européen et un important lobbying des multinationales.

L'unanimité est nécessaire pour les mesures constituant un recul en matière de libération des mouvements de capitaux : il est quasi impossible de revenir en arrière.

La libre circulation des capitaux est effective en 1990, mais sans harmonisation fiscale au préalable. Il va s'en suivre une spéculation sur les monnaies. La finalité de l'Europe se résume à la construction d'un grand marché, aux principes de la théorie néo-libérale, à la dérégulation, à la libre circulation des capitaux, au libre-échange, à la concurrence. Il n'y a pas de vision géopolitique.





BIRGIT KINDER  
VII. 1990  
IX. 1996  
V. 2006  
VII. 2009

*Birgit K.*  
09.07.09

9 novembre 1989 : chute du mur de Berlin

# 1992 : Traité de Maastricht

Traité « confus et illisible » (112 pages) à l'origine de la création de la Banque Centrale européenne (BCE).

Modifie la subsidiarité, sous une forme descendante : l'Europe décide de la répartition des compétences. Dans le traité Spinelli, la subsidiarité est ascendante : les Etats décident de la répartition des compétences.

Inscription dans le traité de critères économiques et monétaires issus d'une théorie économique néolibérale qui exclue toute autre approche économique.

Dans le passé, il y a eu des périodes d'inflation quand l'Etat créait de la monnaie pour financer un déficit budgétaire. Il en est résulté le dogme monétariste de l'approche néo-libérale : « il faut retirer à l'Etat la gestion de la politique monétaire » !

**Maastricht** = Constitutionnalisation du néo-libéralisme, privatisation de la création monétaire, but exclusif de contrôle de l'inflation (pas la croissance) et absence de contrôle politique sur la BCE (dictaks allemands), les Etats ne peuvent plus mener une politique monétaire. C'est une disparition du politique.



Intérêt des multinationales et de la finance : avoir une libre circulation des capitaux et un taux de change fixe.

On aurait pu faire d'autres choix :

- laisser aux pays la maîtrise de la politique monétaire, contrôler l'inflation, séparer les banques d'affaires et de dépôt, une discipline budgétaire, orienter la création monétaire vers des activités productrices
- réguler la circulation des capitaux, taxer les flux spéculatifs à court terme, favoriser la coopération
- taux de change maîtrisés sans être parfaitement fixes sur le modèle du SME

# Maastricht, un referendum tronqué

Un véritable referendum aurait abordé des solutions diverses :

- 1/ Souverainisme
- 2/ Confédération avec des coopérations à la carte
- 3/ Modèle fédéral coopératif décentralisé
- 4/ Etat fédéral (fédéralisation et disparition des Etats)
- 5/ Modèle hybride (2 et 4) de Maastricht
- 6/ Un noyau dur au sein d'une Europe élargie

Le traité a été adopté de justesse à 51% en France grâce à une forte propagande :

« Etre pour l'Europe, c'est être pour Maastricht »

« Voter contre Maastricht, c'est être anti européen »

Confirmation de la conversion du parti socialiste au néo-libéralisme.

Les danois rejettent le traité. Suite à des négociations avec la Commission européenne, le traité est adopté l'année suivante lors d'un second referendum....

# Choix de la monnaie unique

- un choix trop rapide, mais qui répondait aux besoins du marché (avec la liberté de mouvement des capitaux et la concurrence)
- qui prive les pays de leur politique monétaire
- a créé une divergence entre pays du Nord et du Sud

On aurait pû d'abord construire une union politique, faire converger les politiques fiscales, budgétaires et sociales, mettre en place une monnaie commune, avant d'envisager une évolution vers une monnaie unique.

# Le contexte de Maastricht

Eté 91 : conflit entre Serbie et Croatie (frontière entre Empire Romain d'Orient et d'Occident) qui conduit à l'éclatement de la fédération Yougoslave. Cela induit une crise diplomatique entre la France (soutient la Serbie) et l'Allemagne (soutient la Croatie). L'Union de l'Europe Occidentale (UEO) est paralysée du fait d'une opposition entre d'un côté la France, et de l'autre le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Les Etats-Unis interviennent suite à l'impuissance de l'Europe.

# 1994 : Rapport Herman

Ce 2<sup>ème</sup> rapport de la commission institutionnelle du Parlement européen sur la Constitution de l'Union européenne dénonce le déficit démocratique de l'Europe, ainsi que le côté « confus et illisible » du traité de Maastricht.

Propose en particulier un modèle fédéral décentralisé ayant pour but de renforcer la coopération entre Etats.

Il est ignoré par les chefs d'Etat et de gouvernement.

# Amsterdam (1997) et Nice (2001)

Ces deux traités avaient en particulier comme objectif d'assurer un bon fonctionnement des institutions dans une Europe élargie. Le traité d'Amsterdam fait entrer l'immigration dans les compétences de l'UE.

En 2001, un referendum est organisé dans un pays pour ratifier le traité de Nice. L'Irlande vote contre. Après des négociations avec la Commission européenne, l'Irlande votera pour le traité lors d'un second referendum....

# 2005 : le referendum sur le TCE

Traité établissant une constitution pour l'Europe (TCE) aussi appelé Rome II. 105 pages.

Un referendum tronqué puisque les autres modalités de construction de l'Europe sont ignorées.

De plus, le refus du referendum (France et Pays-Bas) n'a pas été pris en compte : selon Valéry Giscard d'Estaing, l'intégralité des propositions du TCE se retrouve dans le Traité de Lisbonne de 2009.



# 2008 : crise financière

Les Etats (les européens) ont payé la facture de la crise financière. Il y a privatisation des gains financiers (quand tout va bien) et socialisation des pertes (en cas de crise). Suite à cette crise, il n'y a pas eu de réforme financière. On aurait pu séparer les banques d'affaires et les banques de dépôt (projet enterré en 2017 par la Commission européenne), réguler la circulation des capitaux, taxer les mouvements spéculatifs, favoriser une convergence de la fiscalité, supprimer les paradis fiscaux dans l'Europe...

# 2009 : le traité de Lisbonne

283 pages. Copie du TCE (il est signé à Rome !). Il interdit à l'UE et à tout Etat membre de se porter au secours d'un pays de la zone euro en difficulté (la BCE avait sauvé de la faillite les banques en 2008) : rupture de solidarité entre Etats membres. Confirme la place de la défense européenne dans le cadre de l'OTAN.

L'Irlande le rejette par referendum en 2008 à 53 %  
Second referendum en 2009 : adoption suite à des négociations avec la Commission européenne....

Fin 2009 : crise de la dette grecque, irresponsabilité budgétaire du gouvernement, mais les comptes publics sont maquillés par Goldman Sachs qui empêche des commissions juteuses et va même spéculer contre la dette grecque ! La BCE n'intervient pas.

Intervention du FMI avec des mesures économiques drastiques, pour protéger les banques allemandes et françaises, plutôt que pour redresser l'économie de la Grèce qui ne sortira de la tutelle du FMI qu'en 2018

Crise chypriote en 2013 (ponction de l'épargne privée)

# 2012 : traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance

Introduit la possibilité de sanctions contre des Etats et de délation d'un Etat envers un autre si non respect des règles budgétaires.

La notion de démocratie est remplacée par la notion de gouvernance par des chiffres et des règles pour adapter les institutions à l'esprit néo-libéral des traités.

# Referendum de 2016

Brexit (la sortie du Royaume-Uni aurait dû être un signal fort pour amener à un questionnement sur les défauts et défaillances de l'Union européenne).

Referendum aux Pays-Bas sur accord UE / Ukraine négocié entre 2007 et 2012 : les Pays-Bas votent contre l'accord. Ce refus sera contourné l'année suivante par une ratification du Sénat néerlandais....

# 2018 : Code sur la désinformation

Lutte contre ce qui est qualifié de « désinformation », de la part de pays comme la Chine et la Russie (on ne parle pas ni des Etats-Unis ni du Royaume-Uni qui ont contribué à déstabiliser l'UE via l'Ukraine), et contre les théories complotistes... Ce code est renforcé en 2022, puis le Parlement européen a créé une commission sur le « bouclier démocratique européen » fin 2024. Après la pensée unique sur le plan économique, il s'agit d'imposer une vérité unique au niveau de l'information.

1/ Concurrence (CEE en 1957, Acte Unique en 1986, Maastricht en 1992)

2/ Refus de la coopération proposée par la Charte de la Havane, le SME, le traité Spinelli, le rapport Herman

3/ Rupture de solidarité entre Etats (Lisbonne 2009)

4/ Possibilité de délation entre Etats (2012)

5/ Contrôle de l'information (2018 puis 2022)

Seuls 2 débats (débats tronqués) entre 1957 et 2025 !

Aucun débat sur le type d'Europe que nous souhaitons,

Des traités sont élaborés dans l'opacité

La pensée unique est imposée

Les élargissements sont décidés et imposés, il n'y a pas de réflexion sur la finalité d'une Europe élargie

Des referendums sont exceptionnellement organisés, ils sont orientés, et on fait en sorte de corriger le vote lorsqu'un peuple vote mal.



## 2/ Les institutions

# Au niveau institutionnel

Au niveau législatif, le Parlement européen n'a pas le droit d'initiative, ce droit est réservé à la Commission européenne (CE) dont les membres ne sont pas élus. Le Parlement européen a donc peu de pouvoir.

Intense lobbying des multinationales (UNICE, ERT...) auprès de la Commission européenne depuis 1982.

Depuis 2020 et les contrats pour les vaccins Covid, la présidente de la CE abuse de ses prérogatives.

# Le Conseil de l'Union européenne

A ne pas confondre avec le Conseil européen (chefs d'Etats et de gouvernements) ni avec le Conseil de l'Europe (organisation internationale distincte de l'UE)

Il réunit les ministres des Etats selon les sujets traités.

Il partage le pouvoir législatif et budgétaire avec le Parlement européen (processus de codécision)

Il définit le mandat de la Commission européenne dans une négociation internationale

# Les pilotes de l'UE

- la Commission européenne (membres non élus),
- la Cour de Justice de l'Union européenne, un organe juridique autonome qui se réfère à l'esprit des traités et étend le champ d'action communautaire en maintenant un cap supranational et centralisateur.
- la Banque centrale européenne, un organisme indépendant sans contrôle parlementaire
- le Conseil européen (chefs d'Etat et de gouvernement)

Ces institutions devraient être exemptes de corruption.

Scandales ou affaires autour des six Commissions européennes, de 1999 à 2025 (J. Santer, M. Marin, R. Prodi, M. Barroso, JC Juncker, U. von der Leyen).

La médiatrice de l'UE dénonce (12/2024) une culture quasi mafieuse au sein de la Commission européenne.

Qatargate, Marocgate,  $\frac{1}{4}$  des eurodéputés impliqués dans des affaires ou scandales (Le Monde, 31/01/2024)

Fraude à la Cour des comptes européenne (K. Pinxten), scandale Eurostat...

# Un bio-pouvoir européen : L'EMA

L'Agence européenne du médicament

- contrôle la mise sur le marché des médicaments
- n'appartient pas à l'UE (objet juridique non identifié)
- financée à 86% par l'industrie pharmaceutique (2019)
- condamnée dans l'affaire du Mediator, a autorisé pour le Covid un produit inefficace et toxique (remdesivir)

Corruption, défaillance répétée des agences de régulation (nombreux scandales sanitaires : Vioxx, OxyContin, Thalidomide, Distilbène, Depakine...)

multiples condamnations pour Pfizer, qui détient le record de la plus forte amende jamais infligée par la justice. Et parmi les entreprises pharmaceutiques les plus condamnées, on retrouve GfK, Merck, Abbott, Johnson & Johnson, Teva, Servier, Eli Lilly, Novartis, Schering-Plough, Mylan, AstraZeneca, Sanofi...

Le Pr Peter Gøtzsche expliquait en 2015 dans son livre (« Remèdes mortels et crime organisé ») comment l'industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé.

1/ Refus du Traité Spinelli (1984) qui proposait une coordination de l'assistance en cas d'épidémies.

2/ Acte unique (1986), néo-libéralisme, concurrence, destruction des solidarités entre Etats, destruction des Etats, et donc impréparation face au risque d'épidémies

3/ On considère que les Etats sont incapables de gérer le risque. Le 25 février 2021, l'UE plaide pour un Accord sur les pandémies géré par une OMS privatisée...



4/ en mai 2024, avec l'aide de l'UE, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), financée à 85 % par le privé, a tenté de prendre le pouvoir sur les Etats avec la modification du règlement sanitaire international et l'Accord sur les pandémies.

On se dirige ainsi vers une disparition des Nations, une Europe transnationale dirigée par une techno-structure dépourvue de légitimité démocratique, de plus en plus pléthorique au fur et à mesure des élargissements, et qui abuse depuis 2020 de ses prérogatives

## 3/ Sur le plan économique

# Sur le plan économique

L'Europe a privatisé le secteur bancaire alors que les gains issus de la création monétaire doivent revenir à la collectivité. Pour M. Allais prix nobel d'économie, la création monétaire doit relever uniquement de l'Etat

Avec une libre circulation des capitaux, la perte de souveraineté monétaire et un monétarisme dogmatique centré uniquement sur la stabilité des prix, les Etats se retrouvent sous la coupe des marchés financiers et dans une situation de servitude.

# Une pensée unique

Modèle néo-libéral depuis 1986, soutenu par une majorité sociale-libérale au Parlement européen, sans aucune alternance politique et économique.

- pour mettre en place un marché mondialisé dans l'intérêt des multinationales et de la finance,
- et faire la promotion du libre-échange vis-à-vis des pays extérieurs alors que les coûts de production en Europe sont supérieurs.

# Bilan économique

Mainmise de la finance sur l'économie : l'économie réelle ne représente que 2% mais 98% des échanges s'effectuent au travers des marchés financiers.

Désindustrialisation, décrochage de la zone euro par rapport aux Etats-Unis, augmentation des inégalités, perte de souveraineté dans des domaines stratégiques (la plupart des médicaments viennent d'Inde ou de Chine).

En 2023, l'Europe connaît récession et inflation.

# L'économie américaine prend le large



(PIB milliards de dollars, prix constants de 2015)



Source: Banque mondiale

De 2014 à 2019  
Etats-Unis : 5.500  
mesures législatives  
UE : 13.000 actes  
(rapport Draghi,  
septembre 2024)

# Un bilan catastrophique

Disparition insidieuse de la démocratie depuis 1984.

La constitutionnalisation du néo-libéralisme a provoqué une concurrence entre Etats au sein même de l'Europe du fait de l'absence de régulation de la circulation des capitaux, de l'absence d'harmonisation fiscale, de la présence de paradis fiscaux, et d'une monnaie unique qui a supprimé toute possibilité de politique monétaire autonome pour chaque Etat.

Etats sous contrôle des marchés financiers.

On considère que l'Etat ne sait pas gérer, on limite ses pouvoirs (privatisation de la création monétaire).

« Le marché va tout régler ». En réalité, la dérégulation financière, censée assurer la prospérité de l'Europe, n'est qu'un mythe et une imposture.

Cela profite uniquement aux multinationales, au secteur privé et aux banques (libre circulation des capitaux, évasion fiscale, paradis fiscaux, dérégulation, libre-échange, baisse de la fiscalité sur le capital...).

Mais marché impuissant si crise financière, pandémie...



L'explosion de la dette publique française est liée à la perte de souveraineté monétaire (processus initié dès 1973, définitivement acté avec le traité de Maastricht), les dépenses indues (refinancement des banques lors de la crise financière de 2008, gestion catastrophique de la crise Covid 19) et la diminution des recettes du fait de l'atonie de la croissance, de l'optimisation fiscale et de la fraude fiscale, au bénéfice des multinationales, de la finance et des plus riches. Avec en conséquence une augmentation des inégalités, la dégradation des services publics (dégradation du système éducatif, de la santé...).

4/ Au niveau géopolitique

Absence d'une vision géopolitique indépendante.  
Incapacité à nouer des relations apaisées avec des voisins proches, Russie, Turquie (partition Chypre 74).

Pourtant, depuis 1991, Russie et Europe dialoguent au sein du conseil de coopération Nord-Atlantique et Russie, et de l'Acte fondateur OTAN-Russie en 1997.

Perspective de réconciliation avec la Russie entre 1997 et 1999 : l'accord de partenariat et de coopération entre la Russie et l'Union européenne de 1994 est effectif fin 1997, il est censé mettre en place les conditions de la création à terme d'une zone de libre-échange.

**Mais Bruxelles a tendance à imposer ses règles et ses normes à la Russie, à la convertir au modèle européen.**

Puis le rapprochement UE / Russie est interrompu en mars 1999 suite à la campagne militaire en Serbie de l'OTAN, et à son élargissement à 3 pays en 1999.

**Dégradation progressive des relations (1999 à 2007)**

**Août 1999 : seconde guerre de Tchétchénie.**

**2003 : invasion de l'OTAN en Irak, Accords de Berlin**

**Plus qui formalisent les relations entre l'OTAN et l'UE**

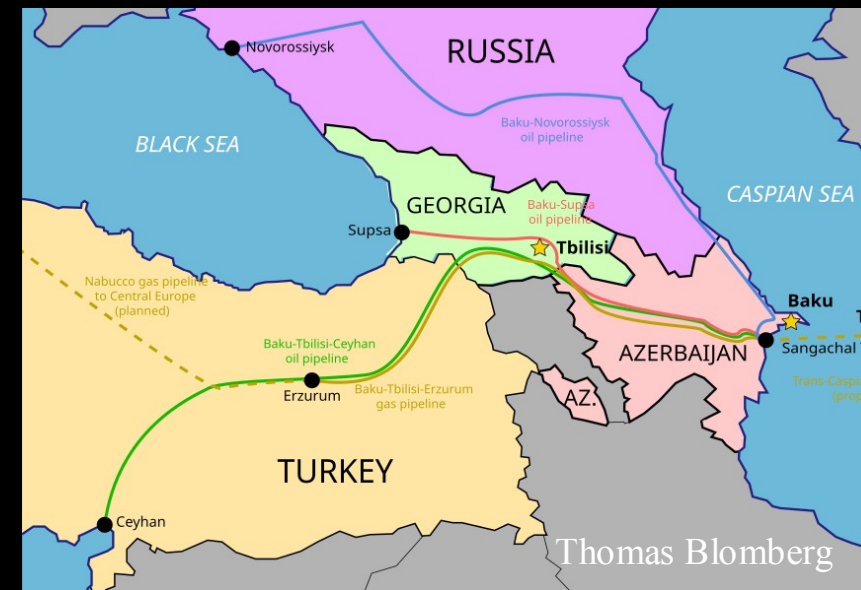
**2004 : 7 autres pays européens adhèrent à l'OTAN**

**2007 : rupture avec le discours de Poutine à Munich**

Depuis l'Azerbaïdjan, l'oléoduc russe passe par la Tchéchénie située au nord de la Géorgie.

Celui qui passe par la Géorgie et la Turquie est soutenu par les

Etats-Unis. Dans le but de couper les liens énergétiques entre la Russie et l'UE, la CIA soutient les mouvements islamistes en Tchéchénie, entraînant une réaction de la Russie avec la seconde guerre de Tchéchénie en 1999. La destruction du gazoduc Nord Stream en septembre 2022 relève de la même politique américaine.



# 1999 : Guerre de l'OTAN

Violation du droit international, guerre illégale sans mandat des Nations-Unis présentée comme une guerre « juste et morale ». De défensive, l'OTAN devient une structure offensive : 78 jours de bombardement aérien sur la Serbie (Serbie Croatie = ancienne frontière entre empire romain d'orient et d'occident). De nombreux cancers (utilisation de munition à uranium appauvri).

La guerre n'a pas réglé le problème des balkans (mais a permis l'installation d'une base de l'OTAN au Kosovo)

# Une Europe sous la coupe des Etats-Unis

- Empêcher l'émergence d'un monde multipolaire (Wolfowitz, 1992) et maintenir l'hégémonie du dollar
- Empêcher un rapprochement entre Europe et Russie.

Pour les Etats-Unis (Brzezinski, Le grand échiquier, 1997), il y a deux pays importants : l'Ukraine et l'Azerbaïdjan. D'où les relations entre les Etats-Unis et l'Ukraine depuis 1992, des partenariats stratégiques avec l'OTAN, et l'implication de la CIA lors de la révolution de 2014 (Maïdan).

- Affaiblir l'UE en l'élargissant sans cesse, jusqu'aux Balkans, la Turquie, et l'Ukraine, avec une extension conjointe de l'OTAN et une diabolisation de la Russie.

Septembre 2023, tentative de nommer une américaine, Fiona Scott Morton, à la puissante Direction générale de la concurrence de la Commission européenne !

Selon le ministre des affaires étrangères de la Pologne (ce pays a pris la présidence tournante du Conseil de l'UE en janvier 2025), l'UE doit être en « harmonie stratégique avec les Etats-Unis ».



after the final dismantling of the Moscow Empire through the complete Decolonization of the so-called "Russian Federation" and the reconstruction of independent and free states of the post-Russian space

# NORTHERN EURASIA 2030

WWW.FREENATIONS.RF.ORG



- 1 FEDERATION OF CHERNOZEMYE (Novorossiya)
- 2 INGRYA (St. Petersburg)
- 3 BALTIC REPUBLIC (Königsberg)
- 4 ALBAN (Krasnodar)
- 5 VOLGA FEDERATION (Samara)
- 6 KARELIA (Petrozavodsk)
- 7 KOMI (Syktyvkar)
- 8 UDMURTIYA (Izhevsk)
- 9 ERZYAN MASTOR (Izhevsk)
- 10 NOVOSIBIRO REPUBLIC (Novosibirsk)
- 11 REPUBLIC OF TYVA (Tyva)
- 12 ZALESYE FEDERATION (Vladimir)
- 13 UNITED STATES OF SIBERIA (Novosibirsk)
- 14 REPUBLIC OF SAKHA (Yakutsk)
- 15 CHUVASHIA (Sopulskaya)
- 16 MOKSHEN MASTOR (Simonskiy)
- 17 POMORIE - BALAMIA (Arkhangel'sk)
- 18 GREAT REPUBLIC (Brest)
- 19 ICHKERIA (Chechnya)
- 20 URAL REPUBLIC (Yekaterinburg)
- 21 DON REPUBLIC (Rostov-on-Don)
- 22 REPUBLIC OF CIRCASSIA (Shach)
- 23 NOGAI REPUBLIC (Astrakhan)
- 24 BRISTON (Vladikavkaz)
- 25 INGUSETIA (Magas)
- 26 PSKOV REPUBLIC (Pskov)
- 27 MARI EL (Yoshkar-Ola)
- 28 REPUBLIC OF TYVA (Tyva)
- 29 REPUBLIC OF KAMCHATKA AND CHURCHKA (Petropavlovsk-Kamchatskiy)
- 30 FEDERATION UGRA-TYUMEN (Tyumen)
- 31 CONFEDERATION OF DAGESTAN (Dudinka)
- 32 KOLANDIA (Murmanskiy)
- 33 KARACHAY-BALKARIA (Chechegui)
- 34 ALTAI REPUBLIC (Gorno-Altayskiy)
- 35 SMALANDIA (Dudinka)
- 36 BASHKORTOSTAN (Ufa)
- 37 TATARSTAN (Kazan)
- 38 BURYATIA (Ulan-Ude)
- 39 REPUBLIC OF KUMYK (Tsentran-Suro)
- 40 REPUBLIC OF KHAKASSIA (Abakano)
- 41 PACIFIC FEDERATION (Khabarovsk)



Forum  
des  
nations  
libres  
de  
l'après  
Russie  
et son

projet de dislocation de la Russie (le 5ème forum s'est tenu le 31 janvier 2023 au Parlement européen)

# La devise de l'OTAN

« Keep the Soviet Union out, the Americans in, and the Germans down » : **contrôler et assujettir l'Europe.**

**10 pays adhèrent à l'OTAN entre 1999 et 2004 (encercllement progressif de la Russie, à comparer à la crise des missiles de Cuba en 1962). La diabolisation de la Russie est relayée par le Royaume-Uni, Pologne et Pays Baltes. A la Commission européenne nommée en décembre 2024, une estonienne dirige la diplomatie de l'UE et un lituanien la défense ....**

L'Ukraine, un pays écartelé entre Russie et Occident (entre Eglise orthodoxe et Eglise catholique). Liens étroits (histoire, économie) avec la Russie, tandis que les Etats-Unis financent depuis 1991 des partis politiques pro-européens par l'intermédiaires d'ONG.

Elle aurait pu évoluer vers un Etat fédéral neutre, démilitarisé, commerçant dans un dialogue tripartite avec l'UE et la Russie. Mais refus américain (2006) d'une proposition française de « neutralisation » de l'Ukraine gérée par le Conseil OTAN - Russie. Refus de l'UE en février 2013 pour ce commerce tripartite.

Avec le coup d'Etat de Maïdan, l'Ukraine bascule vers l'Occident fin 2013. En réaction, la Russie annexe la Crimée en 2014. Suite à la guerre dans le Donbass depuis 2014, l'Allemagne et la France n'ont pas fait respecter les accords de Minsk afin de donner du temps à l'Ukraine pour se réarmer. La responsabilité de la guerre en Ukraine incombe aux Etats-Unis, et à une Europe alignée sur la politique américaine. Quant à l'Ukraine, elle a retiré le russe des langues officielles (2014) et refusé une large autonomie aux régions russophones (formule Steinmeier, 2019).

« Guerre géopolitique des Etats-Unis contre la Russie, agression de la Russie contre l'Ukraine sur le terrain »

R. Falk, professeur américain de droit international.

Comme l'a reconnu le secrétaire d'État américain Marco Rubio le 5 mars 2025, il s'agit d'une guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie.

Blocage d'un accord de paix après deux mois de guerre (B. Johnson) : les occidentaux voulaient la guerre avec la Russie. En mars 2025, la France, le Royaume-Uni et d'autres pays européens ne veulent toujours pas la paix

L'UE est entraînée dans une guerre contre la Russie en suivant la politique des Etats-Unis : utiliser l'Ukraine pour empêcher un rapprochement entre UE et Russie. Les sanctions contre la Russie profitent aux Etats-Unis et contribuent au risque d'effondrement de l'UE.

Le secrétaire général de l'OTAN (Marc Rutte) a déclaré devant le Parlement européen (13/01/2025) que l'UE devait rogner sur les budgets sociaux (retraite et santé) pour financer les dépenses d'armement. De plus, toujours selon Marc Rutte (23/01/2025), les armes américaines doivent être payées par l'Europe.

L'Europe est intimement liée à l'OTAN : d'anciens secrétaires généraux de l'OTAN ont tenu un rôle important dans la construction européenne (Paul-Henri Spaak, Joseph Luns, Javier Solana). Seul et dernier acte de résistance en 2003 : Chirac, Schröder, Poutine contre la guerre de l'OTAN en Irak.

Avec le grand élargissement à l'est en 2004, la domination de l'Allemagne (elle-même sous contrôle des Etats-Unis) sur l'Europe s'est intensifiée. Puis la politique de l'OTAN en Ukraine a détruit l'Allemagne avec l'augmentation des coûts de l'énergie.

5/ Une Europe sans soutien populaire.

Perte de crédibilité

Effondrement moral



L'Europe n'a pas le soutien des peuples. L'abstention pour les européennes est d'environ 50 % depuis 1999.

Loin des objectifs de redressement économique, de contrôle des prix et de paix, depuis 1984, l'Europe se construit dans l'opacité, avec une augmentation des inégalités, désindustrialisation, évolution vers une société de contrôle, des guerres (Serbie, Ukraine).

L'élaboration des traités se fait dans l'opacité.  
Modification quasi impossible (révision à l'unanimité).

Disparition de la démocratie. Referendum rares, présentés de façon tronquée. On demande si besoin un second vote, ou bien on contourne le résultat du vote. Comme l'a dit J.C. Juncker, président de la Commission européenne en 2015 : « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

Perte des valeurs morales et éthiques, corruption, le respect du droit est à géométrie variable (Serbie 1999, Irak 2003...). D'où la montée en puissance des BRICS depuis 2009, contre l'Occident, l'hégémonie du dollar, les sanctions américaines unilatérales...

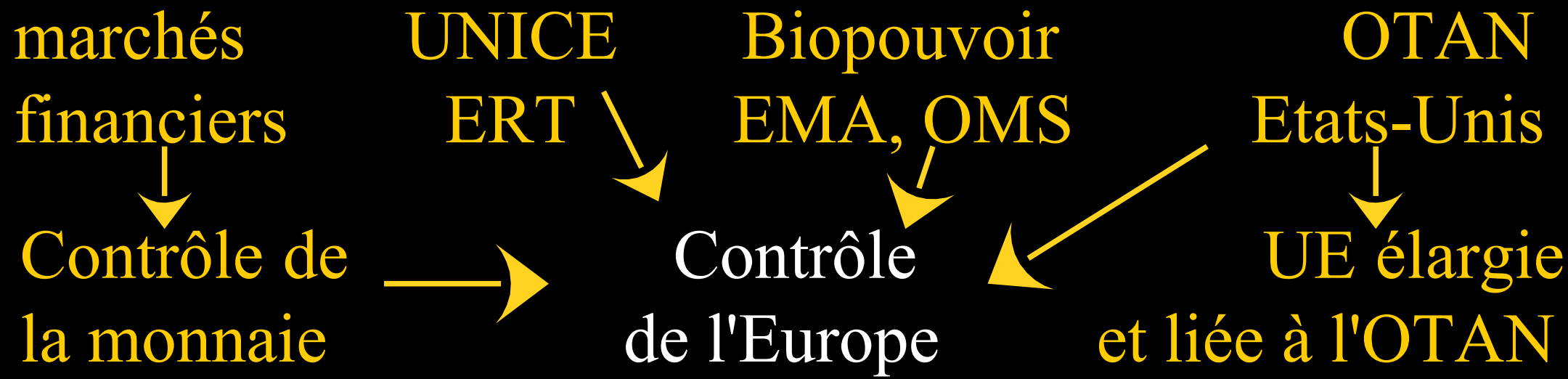
En 2025 les BRICS représentent 50 % de la population mondiale. Dans leur vision d'un monde unipolaire, les Etats-Unis doivent affaiblir l'Europe et les BRICS pour préserver l'hégémonie du dollar.

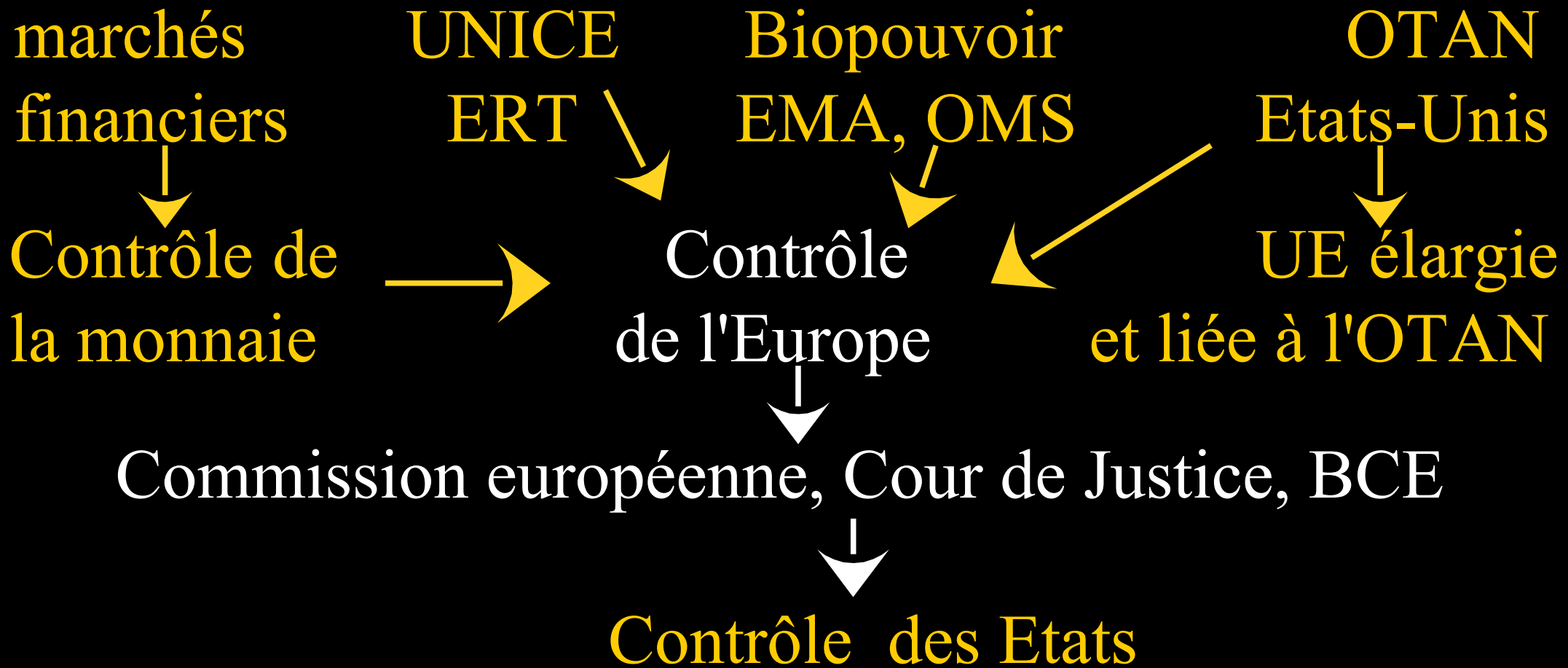
Les répercussions écologiques des guerres : destruction de l'environnement, forte consommation énergétique des forces armées, importation de gaz de schiste...

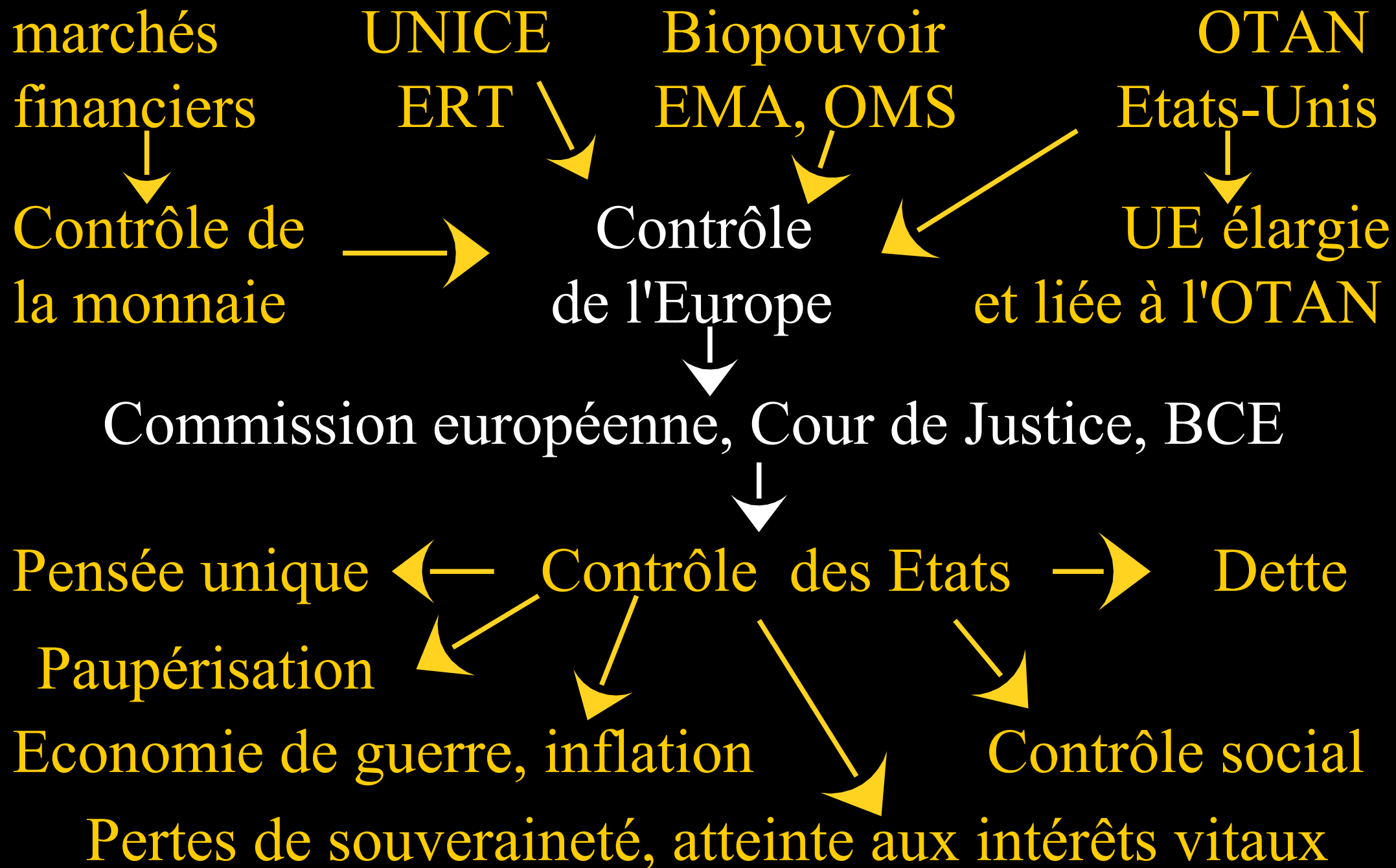
L'Europe est logiquement exclue des négociations pour la paix en Ukraine (l'Europe avait déjà fait preuve de son impuissance dans le conflit Yougoslave).

# Les causes de l'opacité de la construction européenne

L'incompétence des dirigeants (dans le privé, ils seraient rapidement licenciés), ou l'idéologie dogmatique du néo-libéralisme ne peuvent pas tout expliquer.







## Disparition insidieuse de la démocratie depuis 1984

2022	27 pays	Vérité unique en matière d'information
2018	28 pays	Vérité unique en matière d'information
2016	1 referendum	Le Sénat des Pays-Bas contourne le résultat
2012		La gouvernance remplace la démocratie
2009	1 referendum	TCE bis imposé, les Irlandais revotent / Grèce
2005	25 pays	Traité opaque, débat faussé, déni démocratique
2001	1 referendum	les Irlandais revotent
1994		Rapport sur l'opacité de Maastricht ignoré
1992	3 referendum	Traité opaque, débat faussé, les Danois revotent
1986	12 pays	Pensée unique en économie
1984	10 pays	Traité élaboré par Parlement européen refusé



2022	Ukraine : coupure avec la Russie (commerce et Nord Stream)
2014	Annexion de la Crimée - Premières sanctions contre la Russie
2013	CIA et Maïdan
2009	<b>Naissance des BRIC(S)</b> : la Russie se tourne vers la Chine
2007	Discours de Munich (rupture de la Russie envers l'Occident)
2004	Elargissement de l'OTAN à 10 nouveaux pays depuis 1999
2003	Chirac, Schröder, Poutine contre la guerre de l'OTAN en Irak
1999	Violation du droit international par l'OTAN (Serbie)
1998	Accord de partenariat UE et Russie : espoir de réconciliation
1997	Brzezinski : séparer Europe et Russie (Ukraine, Azerbaïdjan)
1992	Wolfowitz : empêcher l'émergence d'un monde multipolaire
1991	Accord tacite avec la Russie pour une non extension de l'OTAN

Déni de démocratie qui évolue de façon opaque et insidieuse depuis 1984 avec des simulacres d'élection au Parlement européen (facade démocratique), rares referendum (sous un mode biaisé et tronqué).

Comme les traités constitutionalisent des théories économiques, il faudrait un doctorat en économie pour comprendre les traités. **Il est donc inutile de demander l'avis du peuple.**

**Extorsion répétée de consentement de façon cachée, avec une** succession de petits pas depuis 1984.

Ce processus insidieux se dévoile au grand jour en 2020 avec la gestion de la crise de la Covid 19 par la peur et la désinformation. Cette gestion entérine la fin de la démocratie, et marque l'évolution vers une société de contrôle (libéralisme autoritaire, modèle chinois), prélude à une déshumanisation de nos sociétés.

Des milliards d'euros ont été dilapidés dans la gestion de la crise de la Covid 19, pour le seul bénéfice de l'industrie pharmaceutique.

- Probable origine artificielle du virus, gestion inédite par le secret défense, disparition de la démocratie sanitaire et des règles de l'expertise sanitaire
- Pensée unique, interdiction de toute possibilité de traitement, fraudes (Lancet), pas d'alternative aux injections ARN dont les effets secondaires sont cachés
- Mensonges (« tous vaccinés, tous protégés »)
- Management par la peur (400.000 morts annoncés)
- Clivage de la société (entre vaccinés et non vaccinés)
- Extorsion du consentement (injections géniques en phase expérimentale), confinements sans preuves...

De la propagande sur la Covid à celle sur l'Ukraine :

Réveil de la russophobie, assimiler la Russie à l'URSS, désinformation, supprimer tout débat et faire croire que la guerre débute en 2022 en occultant les faits depuis 1996, créer la peur : « la Russie va envahir l'Europe » alors que les troupes russes n'ont pas atteint le Dniepr après trois ans de guerre.

Diabolisation dans le cadre d'une lutte du « bien » (supposé être le néo-libéralisme) contre le « mal » (supposé être le modèle russe)

# Réveil de la russophobie

Schisme de 1054

Faux testament de Pierre le Grand

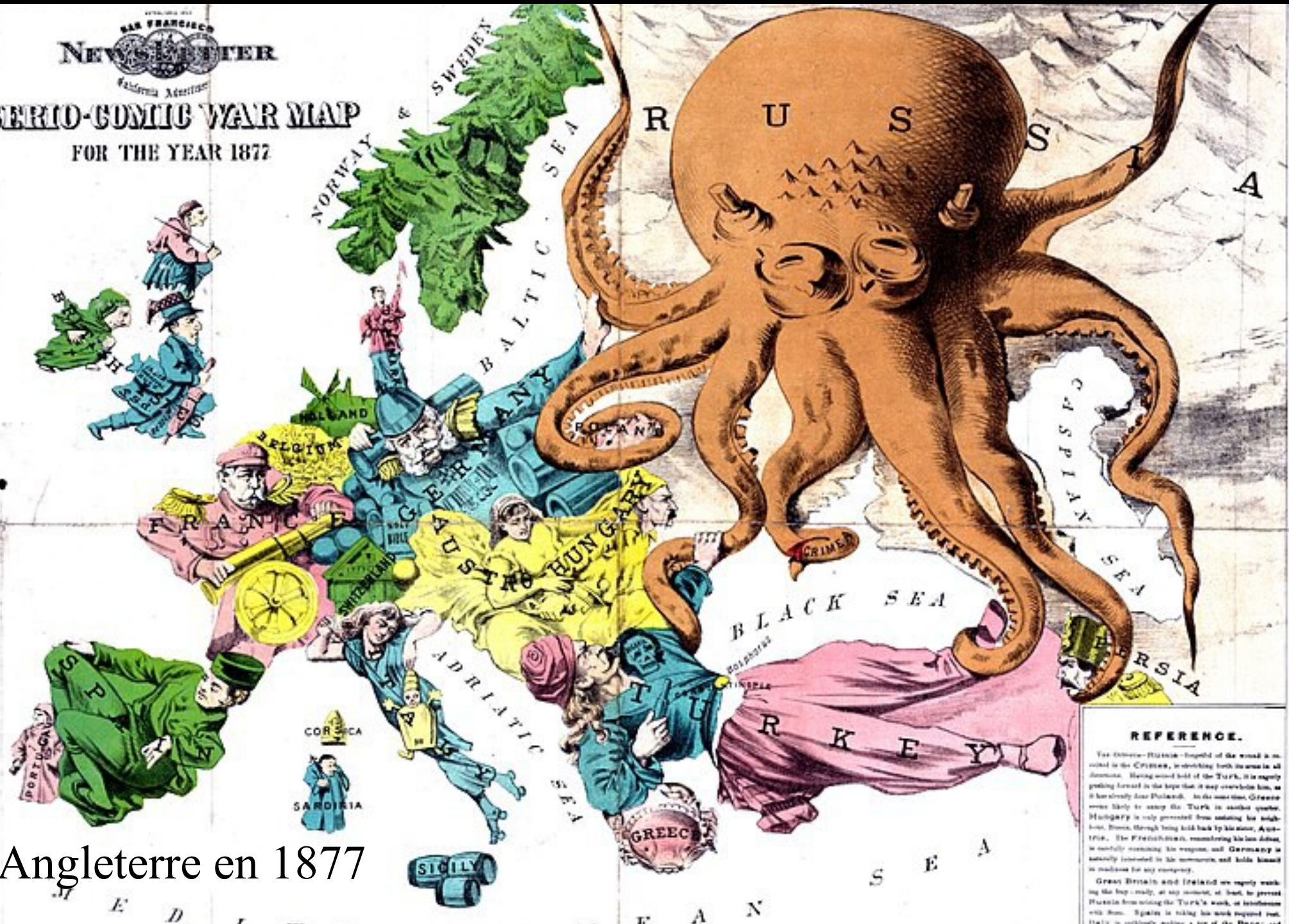
Russophobie française sous Napoléon

Puis russophobie anglaise

Après la révolution russe de 1917



**SERIO-COMIC WAR MAP**  
 FOR THE YEAR 1877



**REFERENCE.**

The Crimea—Russia—length of the word is omitted in the Crimea, stretching forth its arms in all directions. Having won half of the Turk, it is eagerly pushing forward in the hope that it may overtake him, as it has already done Poland. In the meantime, Greece was likely to annoy the Turk in another quarter. Hungary is only prevented from uniting his neighbor, Prussia, through being held back by Austria. The Frenchman, remembering his loss of Alsace, is carefully watching his progress, and Germany is naturally interested in his movements, and holds himself in readiness for any emergency.

Great Britain and Ireland are eagerly watching the progress, at any moment, at least, to prevent Russia from doing the Turk's work, or interference with them. Spain is taking his work against Italy, in addition, making a box of the French, and

En Angleterre en 1877



'Black Octopus' is a name newly given to Russia by a certain prominent Englishman. For the black octopus is so avaricious, that he stretches out his eight arms in all directions, and seizes up every thing that comes within his reach. But as it sometimes happens he gets wounded seriously even by a small fish, owing to his too much covetousness. Indeed, a Japanese proverb says: "Great avarice is like unselfishness." We Japanese need not to say much on the cause of the present war. Suffice it to say, that the further existence of the Black Octopus will depend entirely upon how he comes out of this war. The Japanese fleet has already practically annihilated Russia's naval power in the Orient. The Japanese army is about to win a signal victory over Russia in Corea & Manchuria. And when..... St. Petersburg? Wait & see! The ugly Black Octopus! Hurrah! Hurrah! for Japan.

Kisaburo Okara.

Feb. 1904.

法學博士 中村進先先生  
慶應義塾大學 小原喜三郎君案

# 歐亞外交地圖

A HUMOROUS DIPLOMATIC ATLAS  
OF EUROPE AND ASIA.



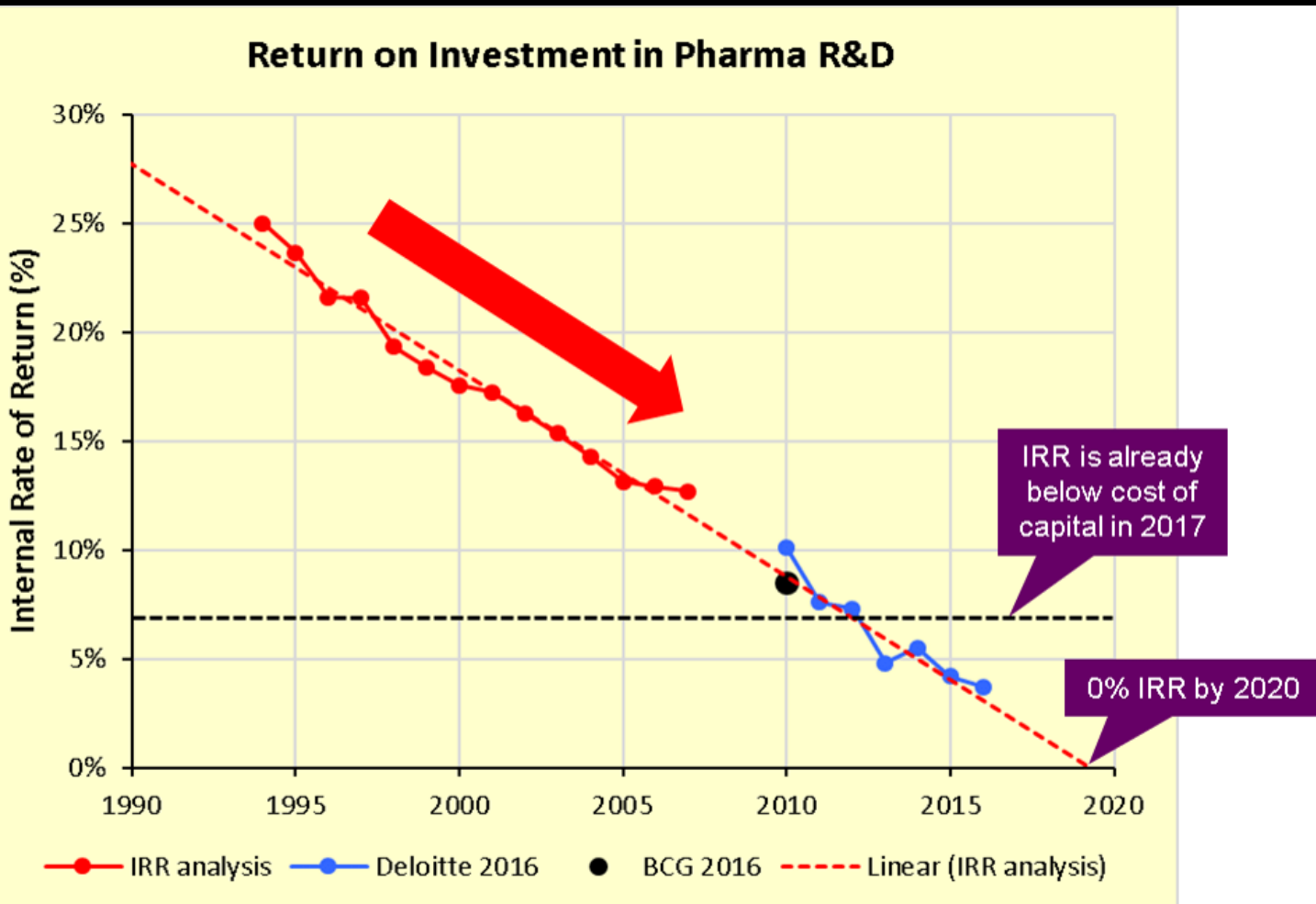
Au Japon en 1914



Pensée unique = disparition de la démocratie  
Pas d'alternative au néo-libéralisme et au libre-échange  
Pas d'alternative à la libre circulation des capitaux  
Pas d'alternative à la monnaie unique  
Pas d'alternative aux traités  
Pas d'alternative aux injections à ARNm  
Pas d'alternative à la guerre contre la Russie  
Europe, économie, Covid 19, Russie : débat interdit

En dehors d'une incompétence des dirigeants, ou d'une idéologie dogmatique, quelles peuvent être les causes de ce processus opaque en cours depuis 1984 ?

- Profits financiers. Dans l'industrie pharmaceutique, la prévision d'un retour sur investissement nul en 2020 impose un nouveau modèle : les thérapies géniques



Source: EvaluatePharma, IRR analysis

Pharma's broken business model : An industry on the brink of terminal decline

Kelvin Stott  
Endpoints New

28/11/2017

- Volonté de contrôle, de pouvoir, de prédation :

Ploutocratie, corruption politique, emprise des marchés financiers et des multinationales, contrôle des médias, capitalisme financier (ou capitalisme de prédation), corruption, système mafieux

On voit aussi des navettes entre la banque d'affaire Goldman Sachs et des membres de la CE ou de la BCE

- Apathie citoyenne (désintérêt pour la vie de la cité, défaut d'information, focalisation sur la survie, peur, déni...).

# ”1984” : George Orwell

« Voter contre Maastricht, c'est être contre l'Europe ».  
« La Russie menace l'Europe. Le contester, c'est être pro Poutine ». « S'opposer à une injection générique en phase expérimentale, c'est être antivax »...

Gérer par la peur (crise de la Covid 19, face à la Russie « la Nation doit être prête à des sacrifices »), corruption généralisée, induire la soumission des Etats et des esprits, imposer une pensée unique, volonté de nuire (d'où la force déployée contre les gilets jaunes).

# La volonté de nuire

Dans leur livre respectif, le professeur de psychologie Pascal de Sutter (« Ces fous qui nous gouvernent ») comme le psychiatre Patrick Lemoine (« La santé psychique de ceux qui ont fait le monde ») ont relevé parmi les dirigeants divers troubles psychiques : orgueil démesuré, paranoïa, délire de persécution, bipolarité, addiction, dépression, anorexie, alcoolisme, sociopathie ou psychopathie...

On décrit en psychiatrie un type de personnalité dite sociopathe (trouble de la personnalité antisociale) avec les caractéristiques suivantes : manipulateur, cynique, charmeur, séducteur, absence de remise en question, de remords ou de sentiment de culpabilité, arrogance, manque d'empathie, violation des droits des autres personnes, mépris constant des règles et des normes sociales, pouvant aller jusqu'à un comportement criminel avec jouissance de la souffrance d'autrui.

En 1984, le Dr Lobaczewski publie un livre sur la pathocratie.

En analogie avec ce trouble mental, une pathocratie est un système où les dirigeants sont animés par une volonté de nuire et de prédation : impose sa loi à la société pour assouvir un désir de puissance, contourne les lois, manipulation, se sert du pays comme d'une source de butin, corruption massive, recours à la peur, et même à la guerre sans aucune considération pour la vie humaine (utilisation cynique de l'Ukraine par les Etats-Unis). Elle s'installe sur une société matérialiste avec une perte de sens et un individualisme marqué, une société qui a perdu ses valeurs, ses repères.

Comme il est difficile de concevoir qu'un système politique ait pour objectif de nuire à la population, le déni vient s'ajouter à l'apathie citoyenne.

Une pathocratie peut contourner la démocratie (2009), interférer dans les campagnes électorales (la Roumanie en 2025), mettre en place des referendums tronqués, des traités illisibles, générer un contrôle social (Covid 19), un endettement massif, ou une spoliation financière (2008, Chypre), détruire un pays (Grèce), provoquer une guerre (comme en Ukraine, même avec le risque d'une troisième guerre mondiale)...



Telle qu'elle s'est construite, l'Europe est un danger pour les peuples. Nous sommes dans une situation de servitude.

La France pourrait être mise sous tutelle du FMI à l'exemple de la Grèce. Les comptes des épargnants pourraient aussi être ponctionnés à l'exemple de la crise à Chypre en 2013.

La gestion de la crise de la Covid 19 par la peur avait pour objectif, en particulier, d'imposer une nouvelle technologie qui aurait été refusée en temps normal.

La guerre en Ukraine n'aurait jamais dû se produire. Sa gestion par la peur peut avoir comme objectif de tenter de sauver le partenariat stratégique sur les matières premières signé le 12/07/2021 entre l'UE et l'Ukraine, de continuer à utiliser l'Ukraine pour mener une guerre d'usure contre la Russie, d'imposer une fédéralisation de l'Europe que les peuples auraient refusée en temps normal, ou d'éviter de s'occuper des réels problèmes en France. Au total, on est bien loin de l'idée d'Europe qui avait du sens pour amener les Etats à coopérer et pour pacifier le continent.

# L'idée d'Europe / L'identité européenne

Ce que disent les déclarations officielles

1973 : Déclaration du sommet de Copenhague : on parle de valeurs et de pratiques démocratiques, du caractère dynamique de la construction européenne.

Traité de Maastricht : « La Communauté contribue à l'épanouissement des cultures des Etats membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun ».

Traité de Lisbonne : mentionne les héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe à partir desquels se sont développées des valeurs universelles (droits de la personne humaine, liberté, démocratie, Etat de droit).

En référence à l'évolution historique de l'Europe

On peut décrire la spécificité de l'Europe au travers de son évolution historique avec trois grandes phases de mutation :

1/ Grèce : démocratie, pratique philosophique dans le quotidien, le travail sur soi, les exercices spirituels

Empire romain et la mise en place du droit écrit

Le Christianisme structure l'Europe au Moyen Age

Le Christianisme a progressivement imposé le mariage exogame. La prohibition de l'inceste permet de créer des liens avec les tribus voisines. Kolakowski définit l'Europe au travers d'un processus d'auto-critique qui donna naissance à l'effort de sortir d'un monde clos (la clôture ethnocentrique). C'est processus d'ouverture au monde (exogamie).

2/ Renaissance, naissance des universités, Réforme.

Révolution industrielle qui aboutit au productivisme et au scientisme. Processus de sécularisation.

La science n'a plus besoin de l'hypothèse de Dieu.

L'Europe atteint l'apogée de son pouvoir à la fin du XIXème siècle. Mais la volonté de puissance (hubris) débouche sur les deux guerres mondiales. En 1945, l'Europe est ravagée. Le conflit des opposés se développe avec la guerre froide, puis avec la guerre entre Occident et islamisme politique (révolution iranienne de 1979).

3/ Remise en question du scientisme par la physique quantique en 1900 : c'est le début de la 3ème mutation (la phase de transition peut s'étaler sur deux siècles).

Le but de cette nouvelle mutation est de conjoindre les opposés, de conjoindre science et conscience, science et spiritualité, le processus d'individuation (C.G. Jung), trouver un sens à sa vie autre que l'accumulation de biens matériels. C'est aussi de renoncer à la prédation, à la volonté de puissance, à la soif de pouvoir, d'argent, pour affirmer la primauté de l'éthique et du droit, et développer l'humanisation de nos sociétés.

Selon Karl Jaspers : « Pour toute prise de position, l'Europe a elle-même développé la position inverse ». L'Europe, c'est la coexistence des contraires, des antagonismes et des complémentarités. Toute idée née en Europe possède son contraire, et en est inséparable.

Edgar Morin définit l'Europe comme un complexe dont le propre est d'assembler sans les confondre les plus grandes diversités et d'associer les contraires de façon non séparable (ce qui n'est pas sans rappeler le concept de la conjonction des opposés chez Carl Gustav Jung).

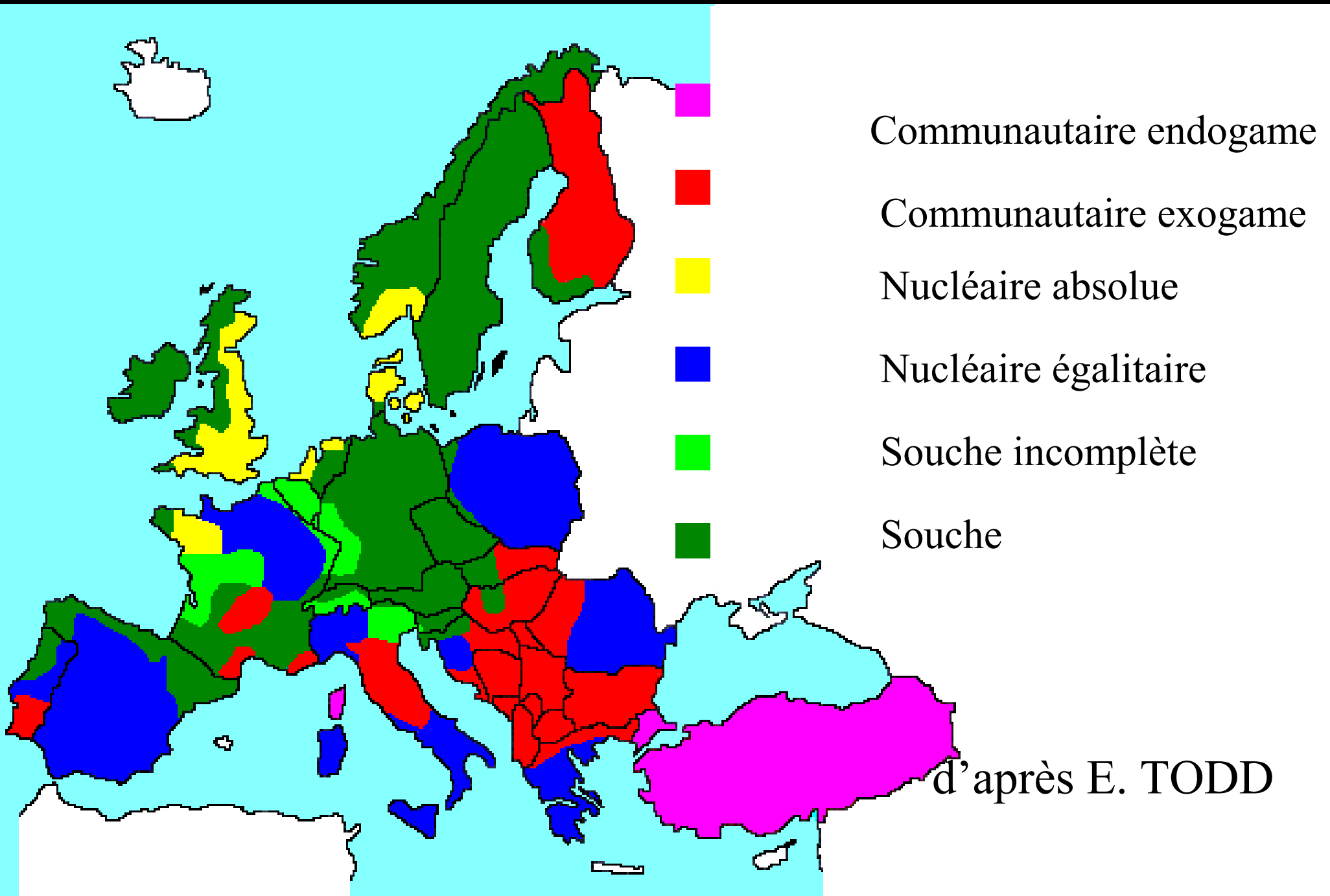


# Les travaux d'Emmanuel Todd

L'Europe est caractérisée par une structure anthropologique unique au monde avec une mosaïque de quatre systèmes familiaux exogames dont la répartition est stable entre 1500 et le début du XXème siècle :

famille communautaire exogame, famille souche, famille nucléaire égalitaire, famille nucléaire absolue

Chaque système familial prédispose à une idéologie politique, économique, religieuse.



d'après E. TODD

Nucléaire égalitaire

égalité

liberté

Communautaire

Nucléaire

exogame

absolue

autorité

inégalité

Souche

# La famille souche

Famille de type communautaire, autoritaire (respect du père) et inégalitaire (droit d'aînesse).

Prédispose à la Réforme (tous les hommes ne seront pas sauvés), à un capitalisme industriel, avec réussite collective et peu de créativité, à une social-démocratie (organisation structurée, disciplinée, sans contestation révolutionnaire). Le nazisme est la dérive pathologique de cette famille (inégalité des « races »).

# La famille nucléaire égalitaire

Liberté et égalité

Individualisme (moins que le type nucléaire absolu)

Refus de l'autorité, tendance à l'anarchie ou aux mouvements révolutionnaires

A une vision universaliste, assimilation des peuples

Prédispose à la Contre Réforme

Libéralisme politique, dérives vers un régime militaire

# La famille souche incomplète

Zone de rencontre entre la famille souche et la famille nucléaire égalitaire

Un seul enfant est admis à cohabiter avec les parents mais le partage des terres est relativement égalitaire

# La famille nucléaire absolue

Principe de liberté, plutôt inégalitaire

Anglicanisme (inégalité des hommes devant le salut mais autorité divine moindre, plus de libre arbitre)

Accepte les inégalités entre les hommes. Peut dériver vers un messianisme (« le bien » contre « le mal »)

Libéralisme économique (réussite individuelle, méfiance vis-à-vis de l'Etat), capitalisme financier. C'est le type familial qui structure les Etats-Unis.

# La famille communautaire exogame

Egalitaire et autoritaire, soumise à l'autorité du père. Les fils se marient et vivent au domicile parental. C'est le type familial qui structure la Russie.

Favorise un capitalisme d'état planifié centralisateur, communisme, peut dériver vers un régime autoritaire pouvant aller jusqu'à une soumission par la terreur. Le néo-libéralisme ne peut pas se développer sur cette structure familiale (pas plus que le communisme ne peut se développer sur le type nucléaire absolu)



# La famille communautaire endogame

Se retrouve dans le monde arabo-musulman

De type communautarisme, autoritaire et égalitaire

Soumission de la femme

Favorise l'endogamie (mariage au sein du groupe).

Difficulté d'ouverture à la modernité, bien que le

Coran n'interdise pas la séparation entre temporel et spirituel.

# La spécificité de la France

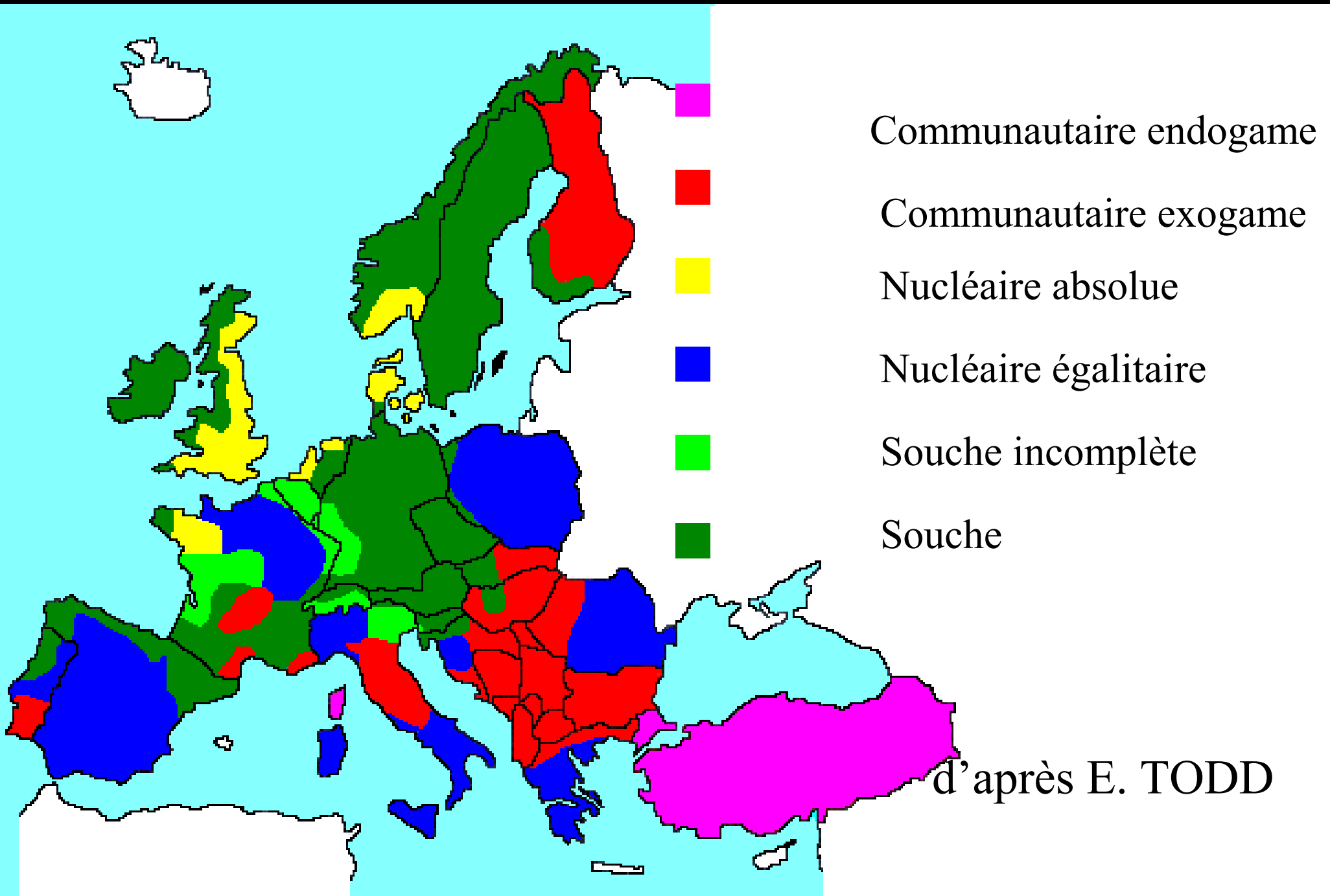
Seul pays où l'on retrouve les quatre types familiaux  
exogames

Corse = formes patrilinéaires à résidu endogamique

# L'Europe des six (1957)

Elle regroupe également les 4 types familiaux exogames

La famille nucléaire absolue est la moins représentée (légèrement plus à partir de 1973 avec l'entrée du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni).



d'après E. TODD

# Quatre types familiaux, deux couples d'opposés

nucléaire égalitaire : liberté, tendance révolutionnaire

souche : organisation structurée et disciplinée

Sur la carte, elles sont en contact : on retrouve la famille souche incomplète dans la zone de rencontre

nucléaire absolue : néo-libéralisme, Etat minimum

communautaire exogame : communisme, étatismes

Sur la carte, elles sont éloignées l'une de l'autre, d'où deux systèmes opposés sur le plan économique et politique (un autre facteur explicatif de la russophobie)

# Quatre visions de la réalité

Chaque type familial prédispose à un système religieux, une idéologie économique et politique

Les quatre types familiaux représentent quatre facettes, quatre façons différentes d'aborder la réalité.

La prise en compte des quatre types familiaux permet de développer un dialogue avec les différentes cultures et civilisations du monde (au lieu d'établir un rapport de pouvoir et de prédation).

L'Europe se distingue de la Russie (communautaire exogame) et des Etats-Unis (nucléaire absolue) qui privilégient système communautaire ou individualisme

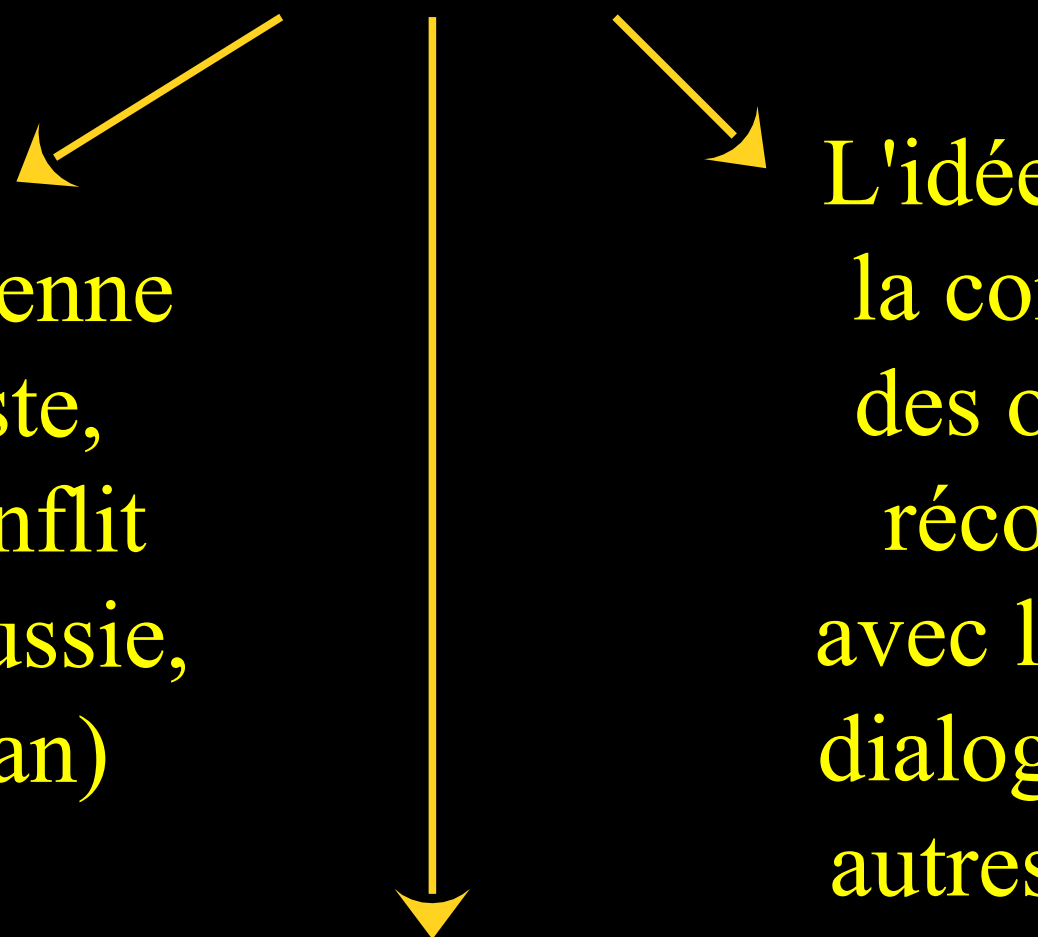
Respecter l'identité européenne en ayant conscience des 4 types familiaux qui ramènent à 4 dimensions (chacune pouvant avoir un versant positif et négatif) : protection de l'Etat (dont la préférence communautaire comme l'union douanière du traité de Rome), liberté et esprit de créativité (recherche), dimension économique (la concurrence pouvant être associée à la coopération) et enfin, dimension sociale et environnementale.

Du fait des différences dans leurs structures familiales, États-Unis et Europe ne peuvent pas avoir le même projet de société. Mais depuis l'Acte Unique, tout se passe comme si l'identité européenne était réduite aux seules valeurs véhiculées par la famille nucléaire absolue, à savoir la pensée unique du néo-libéralisme.

La construction européenne depuis 1984 n'est pas en accord avec les valeurs européennes. L'Europe est structurée sur des couples d'opposés, d'où une nécessaire coopération et régulation entre les opposés.



Un referendum pour définir le choix de chaque pays



L'Union européenne  
telle qu'elle existe,  
prise dans le conflit  
des opposés (Russie,  
monde musulman)

L'idée d'Europe,  
la conjonction  
des opposés (la  
réconciliation  
avec la Russie, le  
dialogue avec les  
autres cultures)

Le choix souverainiste

# Les opposés en conflit

Social-libéralisme (extrême-centre, pensée unique)  
contre extrême gauche et extrême droite.

La prédominance des valeurs véhiculées par la famille  
nucléaire absolue fait disparaître celles véhiculées par  
la famille souche (protection), communautaire exogame  
(social) et nucléaire égalitaire (innovation, créativité).

1991 : guerre entre la Croatie (proche de l'Allemagne)  
et la Serbie (proche de la Russie)

Conflit entre la partie orientale de l'Ukraine (tournée vers la Russie) et sa partie occidentale (soutenue par les Etats-Unis et tournée vers l'Europe).

Depuis 1974, conflit non résolu entre la partie sud de Chypre (UE) et sa partie nord occupée par la Turquie.

L'immigration en provenance du Proche-Orient peut provoquer une situation explosive avec la rencontre entre, du côté européen, un individualisme et un matérialisme poussé à l'extrême, et de l'autre un Islam politique replié sur une vision dogmatique et intégriste

# Opposés en conjonction

Assembler les contraires avec un élément coordinateur faiblement centralisé (subsidiarité ascendante), qui respecte la diversité, qui soit régulateur entre 4 visions du monde, pour développer une pensée complexe (et non unique) et la coopération.

S'inscrit dans le cadre de la mutation en cours depuis le début du 20ème siècle qui remet en cause le scientisme et vise à conjoindre science et conscience.

Dans le contexte de la conjonction des opposés, avec l'immigration en provenance du Proche-Orient, il y a une possible rencontre entre, du côté européen, un projet politique basé sur la coopération, l'éthique, le développement de l'humain, la prise en compte de l'ensemble des besoins d'un être humain, depuis les besoins de base jusqu'aux besoins spirituels (pyramide de Maslow), le processus d'individuation (C.G. Jung) et d'humanisation de nos sociétés, et de l'autre côté, la pratique d'un Islam modéré susceptible de s'ouvrir à la modernité.

# Se libérer d'un système pathocratique

## A l'échelle individuelle

s'informer, comprendre la réalité de l'Europe

nécessité de débats citoyens, en sortant du clivage et de la division pour la quête d'un avenir commun

demander des comptes aux partis français, européens et à la Commission européenne sur les choix faits dans l'opacité depuis 1984, sur le plan institutionnel, économique, financier, sanitaire, géopolitique

combiner bien-être matériel  
et bien-être spirituel par le progrès de l'humain :

une éducation pour développer talents et compétences  
psycho-émotionnelles, comprendre le fonctionnement  
de notre esprit, trouver du sens à sa vie autre que  
l'accumulation de biens matériels, développer son  
esprit critique, savoir se remettre en question, travailler  
en groupe, coopérer avec d'autres, se forger une  
éthique, ne pas être dépendant aux addictions...

Mettre en œuvre la subsidiarité ascendante, s'investir dans la vie de la cité, dans chaque commune, avec des assemblées citoyennes pour les affaires locales, et pour les grands enjeux de société (comme l'Europe) avec l'élaboration d'un referendum d'initiative citoyenne (RIC). Les assemblées citoyennes seraient représentées dans les communautés de communes, elles-mêmes représentées dans le conseil départemental, puis dans le conseil régional. Un Sénat d'un nouveau type serait constitué, par tirage au sort, de représentants des conseils départementaux et régionaux.



## Se libérer d'une pathocratie à l'échelle de la France

Principes généraux : Supprimer le régime présidentiel (influences occultes) et les privilèges des élus.

Réduire la place des partis (les exclure de la seconde Chambre). Développer la culture du dialogue entre les différents partis. Veiller à une expression égalitaire des diverses opinions dans les campagnes électorales.

Intégrer la société civile dans les organes du pouvoir avec le respect de la subsidiarité ascendante.

Assurer l'indépendance des médias, la souveraineté monétaire, et un pouvoir judiciaire indépendant.

# La double-démocratie

Concept avancé par le Dr Philippe Court-Payen dans une conférence en novembre 1980. C'est un modèle visant à approfondir la notion de démocratie tout en reflétant la structuration de la France (et de l'Europe) sur des couples d'opposés.

L'organisation du système de gouvernement repose sur un système polycentrique.

Séparer les fonctions liées à un 1er couple d'opposés, en mettant sur un pied d'égalité le social et l'écologie d'une part, la dimension économique d'autre part.

Social, santé,  
écologie, culture,  
enseignement...



Commerce, économie,  
agriculture, défense,  
affaires étrangères

Social, santé,  
écologie, culture,  
enseignement...



Commerce, économie,  
agriculture, défense,  
affaires étrangères

Ensuite, séparation similaire des fonctions  
au niveau d'un second couple d'opposés

Recherche, innovation, coopération scientifique,  
liberté d'information et indépendance des médias



Pouvoir judiciaire indépendant, plan et  
prospective à long terme, protection

Recherche, innovation, coopération scientifique,  
liberté d'information et indépendance des médias

Social, santé,  
écologie,  
culture,  
enseignement

Commerce,  
économie,  
agriculture,  
défense, affaires  
étrangères

Pouvoir judiciaire indépendant, plan et  
prospective à long terme, protection

Recherche, innovation, coopération scientifique,  
liberté d'information et indépendance des médias

Social, santé,  
écologie,  
culture,  
enseignement



Commerce,  
économie,  
agriculture,  
défense, affaires  
étrangères

Pouvoir judiciaire indépendant, plan et  
prospective à long terme, protection

en lien avec chacun des 2 couples d'opposés,  
on retrouve au centre la monnaie

Recherche, innovation, coopération scientifique,  
liberté d'information et indépendance des médias

Social, santé,  
écologie, culture ← Monnaie → Commerce, économie,  
affaires étrangères,  
agriculture, défense...

Pouvoir judiciaire indépendant, plan et  
prospective à long terme, protection



- gestion de la monnaie sous contrôle démocratique
- maîtrise de l'inflation et du déficit budgétaire
- mettre la finance au service de l'économie, et cette dernière au service de l'humain et de l'environnement
- orienter la création monétaire de façon spécifique vers des grands travaux ou vers la transition verte (rénovation thermique des bâtiments...)
- lutter contre la fraude, la criminalité financière, la corruption, les conflits d'intérêt, l'évasion fiscale
- budget, Cour des comptes

# Le Parlement

Il élirait 2 personnalités politiques, l'une responsable de la dimension économique, des transports, de la défense... et l'autre de la dimension sociale, éducation, préservation des écosystèmes, promotion de la santé...

Les ministres doivent être choisis pour leur compétence, leur nomination devrait être validée par la Chambre de la société civile.

# La Chambre de la Société Civile

- Le conseil économique, social et environnemental (CESE) avec les employeurs, travailleurs, et divers (des magistrats, économistes, scientifiques...)
- Un comité d'éthique (CE) pour s'assurer du respect des règles de l'expertise scientifique (santé, climat, économie....) avec une représentation de tous les courants de pensée afin d'éviter la pensée unique.
- Le Sénat issu des assemblées citoyennes (territoires)

Cette Chambre remplacerait l'actuel Sénat, et ses membres seraient tirés au sort. Cette Chambre élirait les responsables des trois derniers pouvoirs :

Recherche, innovation, sciences, médias

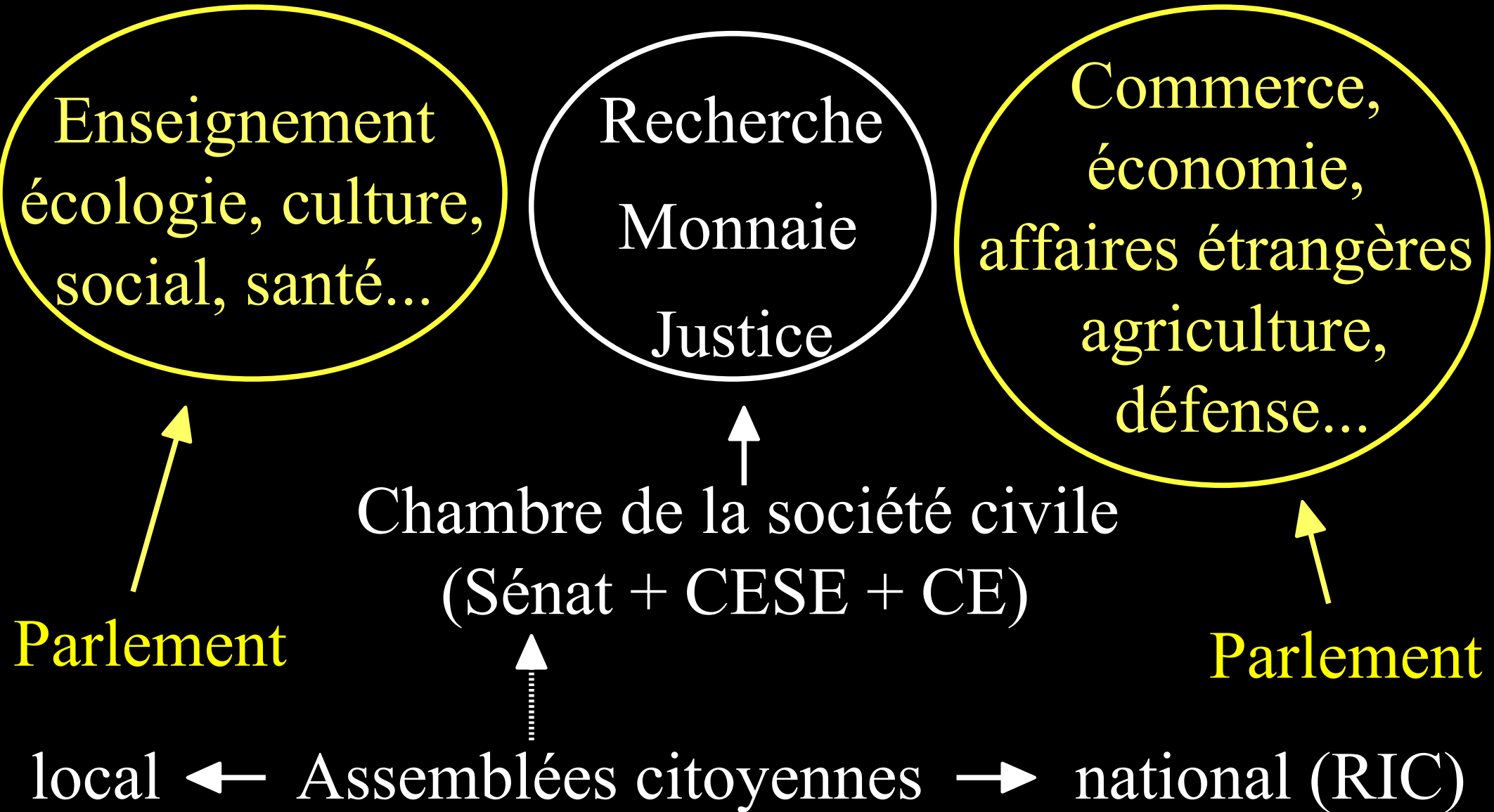


Monnaie



Justice, plan, prospective à long terme

# Les pouvoirs dans la double-démocratie



# Se libérer d'une pathocratie à l'échelle européenne

- Attendre l'effondrement du narratif sur l'Ukraine, la Covid 19, la construction européenne sur le mode de l'UE, le réveil de la société civile (la pathocratie tombe par la mise en lumière de son fonctionnement) ?
- Frexit voire sortie de plusieurs pays de l'UE ? Adhérer aux BRICS ? Coopération entre pays à la carte ?
- Suspendre la contribution de la France à l'UE, bloquer le processus d'élargissement et les institutions de l'UE par une coalition de pays ?

- En concertation avec les peuples, repenser totalement l'Europe, construire une Europe des Nations dans le cadre de la conjonction des opposés, avec les pays qui veulent la paix et un partenariat équilibré tant avec la Russie qu'avec les Etats-Unis (réconciliation avec la Russie, à l'image des deux premières rencontres, en 2016 et 2023, depuis le schisme de 1054, entre le Patriarche orthodoxe russe et le pape).
- Se libérer de l'OTAN, zone tampon neutre entre la Russie et l'OTAN (à l'image autrefois de la neutralité de la Finlande), voire disparition de l'OTAN.

Se libérer d'une pathocratie à l'échelle mondiale

Se libérer de toute volonté de pouvoir et de prédation

Respecter les diverses cultures et civilisations

Monde multipolaire

Respect du droit international et reconnaissance de la  
Cour internationale de justice

Conseil sécurité élargi et suppression du droit de veto



*[www.changerhumaniser.fr](http://www.changerhumaniser.fr)*